

## L'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH)

dans les établissements du secteur privé et public à caractère industriel et commercial en Guadeloupe en 2018

**En Guadeloupe, 504 travailleurs handicapés (TH) sont employés en 2018 dans les 293 établissements du secteur privé et public à caractère industriel et commercial assujettis dans le cadre des dispositions de la loi du 11 février 2005, 398 équivalents temps plein (ETP) sur l'année. Le nombre de TH est baisse de 1,6 % sur un an mais en progression de 16,4 % par rapport à l'année 2016 (date d'une précédente publication sur l'OETH). Le taux d'emploi direct en équivalent temps plein demeure faible (2,0 %) et en dessous du niveau national (3,5 %). La loi offre différentes façons aux entreprises de remplir leur obligation vis-à-vis du handicap. 61,7 % des établissements assujettis emploient directement au moins un bénéficiaire de l'OETH et 18,4 % versent uniquement une contribution financière à l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (Agefiph). Le recours à l'emploi direct croît avec la taille de l'établissement. Il varie aussi selon le secteur d'activité.**

### Le nombre des bénéficiaires de l'OETH s'établit à 504 salariés

En Guadeloupe, 293 établissements du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (EPIC) de vingt salariés ou plus sont assujettis à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH). Ces établissements emploient 19 642 salariés en 2018 (+6,4 % sur un an). 504 travailleurs handicapés sont employés dans le cadre de l'OETH (-1,6 % sur un an mais en hausse par rapport à 2016). La loi fait obligation aux établissements privés ou publics de 20 salariés ou plus d'employer des travailleurs handicapés à hauteur de 6,0 % de leur effectif salarié au minimum (5,2 % en Guadeloupe avec arrondi à l'unité inférieure soit 1 024 TH). 32 établissements sont couverts, en 2018, par un accord collectif (voir définitions en page 4) qui prévoit la mise en place d'un programme pluriannuel en faveur des travailleurs handicapés. Ces établissements, plutôt de plus grande taille "que la moyenne", concentrent 14,9 % des salariés présents dans l'ensemble des établissements assujettis.

**Tableau 1 : Les établissements assujettis et l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés**

	Guadeloupe		France
	2017	2018	2018
Nombre d'établissements assujettis	276	293	89 457
Effectifs salariés dans l'ensemble des établissements assujettis	18 464	19 642	9 606 786
Nombre théorique de travailleurs handicapés que les établissements devaient employer*	963	1 024	530 444
Part de l'obligation attendue dans les effectifs assujettis (en %)**	5,2	5,2	5,5
Nombre d'établissements sous accord	30	32	12 107
Effectifs salariés dans les établissements sous accord collectif	2 911	2 762	2 843 441
Effectifs salariés dans les établissements hors accord collectif	15 553	16 880	6 763 345

\* Le nombre de travailleurs handicapés que les établissements ont l'obligation d'employer doit s'établir à 6 % de leur effectif d'assujettissement, arrondi à l'unité inférieure.

\*\* Le taux de 6 % est théorique car, dans la pratique, l'arrondissement à l'unité inférieure fait baisser ce taux. Ainsi, par exemple, pour une assiette d'assujettissement de 33 salariés, le calcul est le suivant :  $6\% \times 33 = 1,98$ . L'obligation est d'une unité, soit 3 % de l'assiette (cas limite).

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), France hors Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon. Source : Agefiph-Dares, DOETH, traitements Dares.

### Baisse du taux d'emploi dans les établissements assujettis

Le taux d'emploi direct de travailleurs handicapés, exprimé en personnes physiques, est le résultat du rapport entre le nombre de bénéficiaires et l'effectif d'assujettissement. Il s'établit à 2,6 % en Guadeloupe en 2018 (France 4,8 %) et baisse légèrement, il valait 2,8 % en 2017. En prenant en compte la durée passée dans l'établissement et la quotité de travail réalisée par ces travailleurs handicapés, cela définit les taux d'emploi direct « en unités bénéficiaires » et « en équivalent temps plein ». En 2018, le taux d'emploi direct en unités bénéficiaires (au sens de la loi) est de 2,2 % pour les établissements assujettis à l'OETH (France 3,9%). Le taux d'emploi direct en équivalent temps plein est quant à lui de 2,0 % (France 3,5 %). Ces taux sont en repli par rapport à 2016 (respectivement 2,3 % et 2,2 %). Dans les établissements assujettis "sous accord collectif" en Guadeloupe, les taux sont en revanche en hausse de 2,3 % et 2,1 % respectivement (voir définitions en page 4).

**Tableau 2 : Les travailleurs handicapés dans les effectifs des établissements assujettis, selon les trois modes de décompte\***

	Guadeloupe		France
	2017	2018	2018
<b>Ensemble des établissements assujettis</b>			
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques	512	504	461 842
Nombre de travailleurs handicapés employés en unités bénéficiaires **	437	423	373 466
Taux d'emploi direct en unités bénéficiaires (en %)	2,4	2,2	3,9
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalents temps plein ***	410	398	338 834
Taux d'emploi direct en équivalent-temps plein (en %)	2,2	2,0	3,5
<b>Dont établissements assujettis sous accord collectif</b>			
Nombre de travailleurs handicapés employés en personnes physiques	122	85	159 243
Nombre de travailleurs handicapés employés en unités bénéficiaires **	109	76	134 017
Taux d'emploi direct en unités bénéficiaires (en %)	3,7	2,8	4,7
Nombre de travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein ***	104	71	120 518
Taux d'emploi direct en équivalent-temps plein (en %)	3,6	2,6	4,2

\* Les salariés pris en compte sont ceux employés directement par les établissements assujettis (c'est-à-dire hors ceux mis à disposition et hors stagiaires). Ces salariés sont décomptés selon trois modes différents (en personnes physiques, en unités bénéficiaires ainsi qu'en équivalent temps plein).

\*\* Chaque travailleur handicapé compte pour une unité bénéficiaire dès lors que son temps de travail est au moins égal à un mi-temps et pour une demi-unité si son temps de travail est inférieur à un mi-temps. Cette valeur du bénéficiaire est ensuite proratisée en fonction de son temps de présence dans l'année et de la durée de validité de sa reconnaissance.

\*\*\* le décompte des travailleurs handicapés employés en équivalent temps plein s'effectue au prorata du temps réel de travail, du temps de présence dans l'année et de la durée de validité de la reconnaissance.

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), France hors Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon. Source : Agefiph-Dares, DOETH, traitements Dares.

## Le taux d'emploi direct de salariés TH est le plus fort dans le secteur de l'information et la communication

Il existe des disparités de taux d'emploi direct selon les secteurs d'activité. L'information et communication poursuit son fléchissement et atteint 2,6 % (3,5 % en 2016) en équivalent temps plein alors que la construction ne dépasse pas 0,8%. Sur un an, le taux d'emploi direct de salariés handicapés en équivalent temps plein a globalement diminué (-0,1 %). Il est resté stable ou a baissé dans de nombreux secteurs. Baisse notable dans les secteurs services aux entreprises (-1,6 point) et Information et communication (-0,7 point). A contrario, il a augmenté dans les activités financières, d'assurance et immobilières (+0,6 point) et dans le secteur administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale (+0,3 point).

**Tableau 3 : Taux d'emploi direct en équivalent temps plein selon le secteur d'activité \***

en %

Ensemble des établissements y compris ceux sous accord collectif	Guadeloupe		France
	2017	2018	2018
<b>Industrie</b>	2,6	2,3	3,7
<b>Construction</b>	0,7	0,8	2,8
<b>Commerce, transport</b>	2,2	2,0	3,0
<b>Information et communication</b>	3,3	2,6	1,6
<b>Activités financières, d'assurance et immobilières</b>	1,7	2,3	3,0
<b>Services aux entreprises</b>	3,5	1,9	2,8
<b>Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale</b>	2,0	2,3	4,4
<b>Autres activités**</b>	1,9	2,1	3,3
<b>Ensemble des établissements</b>	2,2	2,0	3,2

\* Effectifs bénéficiaires au prorata du temps de travail et de la durée de présence (en équivalent-temps plein) / effectifs salariés totaux (calculés selon l'article L.1111-2 du code du travail).

\*\* Autres activités : agriculture, sylviculture et pêche, et diverses activités de service.

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), France hors Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon. Source : Agefiph-Dares, DOETH, traitements Dares.

## La part des établissements employant directement des travailleurs handicapés progresse

33,4% des établissements assujettis n'emploient pas de travailleur handicapé en 2018 contre 36,5% en 2016 (cette part a diminué de moitié sur dix ans). Ils s'acquittent de leur obligation en utilisant d'autres mesures (contribution financière à l'Agefiph 18,4%, contribution financière et recours à la sous-traitance envers les structures de travail protégé 14,7%). 55,6% des établissements assujettis hors accord collectif emploient en Guadeloupe directement un ou plusieurs travailleurs handicapés. 22,9 % des établissements assujettis ont répondu à leur obligation en employant uniquement des bénéficiaires de l'obligation d'emploi à l'exclusion de toute autre modalité offertes par la loi. L'emploi direct est néanmoins souvent combiné aux autres modalités (recours à la sous-traitance avec le secteur protégé, contribution financière). Ainsi 8,2% des établissements assujettis combinent simultanément emploi d'un ou de plusieurs travailleurs handicapés avec les autres options possibles de réponse à l'obligation (sous-traitance et contribution financière). Près d'un tiers des établissements répondent à l'obligation en employant au moins un bénéficiaire et en utilisant d'autres mesures (stagiaire, sous-traitance, contribution financière). Au niveau national, l'emploi direct de travailleur handicapé est plus fréquent qu'en Guadeloupe (sept établissements assujettis sur dix).

en %

**Tableau 4 : Les modalités de réponse à l'obligation d'emploi des établissements assujettis**

	Guadeloupe		France
	2017	2018	2018
<b>Etablissements hors accord collectif</b>	<b>89,1</b>	<b>89,1</b>	<b>86,5</b>
<b>Avec emploi direct de travailleurs handicapés</b>	<b>54,3</b>	<b>55,6</b>	<b>68,5</b>
<i>Dont : travailleurs handicapés seulement</i>	21,4	22,9	29,2
<i>travailleurs handicapés + sous-traitance avec le secteur protégé</i>	4,7	6,1	13,2
<i>travailleurs handicapés + sous-traitance avec le secteur protégé + contribution financière à l'Agefiph</i>	7,2	8,2	12,7
<i>travailleurs handicapés + contribution financière à l'Agefiph</i>	21,0	18,4	13,3
<b>Sans emploi direct de travailleur handicapé</b>	<b>34,8</b>	<b>33,4</b>	<b>18,0</b>
<i>Dont : contribution financière à l'Agefiph seulement</i>	22,8	18,4	7,8
<i>contribution financière Agefiph + sous-traitance avec le secteur protégé</i>	12,0	14,7	10,1
<b>Etablissements sous accord collectif</b>	<b>10,9</b>	<b>10,9</b>	<b>13,5</b>
<i>Avec emploi direct</i>	<b>6,2</b>	<b>6,1</b>	<b>12,1</b>
<i>Sans emploi direct</i>	<b>4,7</b>	<b>4,8</b>	<b>1,4</b>
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), France hors Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon. Source : Agefiph-Dares, DOETH, traitements Dares.

La gestion de la déclaration obligatoire d'emploi de travailleurs handicapés (DOETH) a été transférée au 1er janvier 2013 à l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (Agefiph). Ce transfert a eu un impact sur la gestion et le contrôle de la DOETH des années 2011, 2012, 2013 et 2014. Les données de 2015 et des années antérieures sur l'emploi des travailleurs handicapés dans les établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé, sont désormais définitives. La Dares met à disposition les chiffres nationaux 2009-2018 : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/l-obligation-d-emploi-des-travailleurs-handicapes-oeth>

**Tableau 5 : Caractéristiques des bénéficiaires de l'OETH**

Bénéficiaires de l'OETH	Guadeloupe		France
	2017	2018	2018
Hommes	48	49	53
Femmes	52	51	47
15 à 24 ans	3	4	2
25 à 39 ans	20	19	17
40 à 49 ans	27	23	28
50 ans ou plus	49	54	53
Moins de 1 an d'ancienneté	9	12	11
De 1 à moins de 2 ans d'ancienneté	6	6	7
De 2 à moins de 5 ans d'ancienneté	12	10	11
De 5 à moins de 10 ans d'ancienneté	16	14	14
10 ans ou plus d'ancienneté	57	59	57
Chefs d'entreprise, cadres et professions intellectuelles supérieures	8	8	10
Professions intermédiaires	15	21	19
Employés	47	47	32
Ouvriers	30	24	39
CDI	86	86	89
CDD	12	11	7
Intérim et autres	2	4	4
Temps plein	81	80	70
Temps partiel	19	20	30
Industrie	13	13	25
Construction	3	3	4
Commerce, transport	36	38	28
Information et communication	6	5	4
Activités financières, d'assurance et immobilières	7	9	7
Services aux entreprises	17	9	14
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	15	20	16
Autres activités *	3	3	3

**Le salarié travailleur handicapé est d'abord un employé ou un ouvrier**

La répartition des salariés travailleurs handicapés est assez équilibrée entre hommes et femmes : il y a 49,0 % d'hommes en Guadeloupe en 2018 dans les établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et des EPIC. La population de travailleurs handicapés est relativement âgée. Ainsi, plus d'un travailleur handicapé sur deux a 50 ans ou plus, trois sur quatre ont 40 ans ou plus. Les travailleurs handicapés bénéficiaires de l'OETH occupent majoritairement des postes d'employés (47,0 %) et d'ouvriers (24,0 %). 21,0% des travailleurs handicapés font partie des catégories intermédiaires. Les travailleurs handicapés occupent majoritairement un emploi en CDI à 86,0 %. Le temps partiel concerne 20,0 % des bénéficiaires de l'OETH. Les femmes qu'elles soient bénéficiaires de l'OETH ou pas sont plus généralement souvent employées à temps partiel que leurs homologues masculins. Le secteur tertiaire emploie très majoritairement les actifs occupés, qu'ils soient travailleurs handicapés ou non. Le commerce et les services emploient donc les trois-quarts des bénéficiaires de l'OETH en Guadeloupe. La structure de l'appareil productif local "est en cause". France "entière", le poids des bénéficiaires de l'OETH employés dans l'industrie et dans les services aux entreprises est plus fort en lien avec un tissu industriel plus important. Concernant les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Guadeloupe, ils sont un peu plus de 2 000 en 2018, sont plutôt âgés et avec des niveaux de formation plus faibles que l'ensemble des demandeurs d'emploi. Ils sont également plus souvent inscrits à Pôle emploi avec une ancienneté d'inscription plus importante.

\* Autres activités : agriculture, sylviculture et pêche, et diverses activités de service.

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), France hors Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon. Sources : Agefiph-Dares, DOETH, traitements Dares.

**L'emploi direct augmente avec la taille des établissements**

Les modalités de réponse à l'OETH varient sensiblement selon la taille de l'établissement assujéti. Plus l'effectif salarié est important, plus le recours à l'emploi direct l'est aussi. C'est le cas pour les établissements de 20 à 199 salariés en 2018, les plus nombreux : la part des établissements employant des travailleurs handicapés passe de 51,0 % à 79,0 %. Ensuite, elle baisse légèrement : 86,0 % dans les établissements de 200 à 499 salariés et 50,0 % dans les établissements les plus importants, de 500 salariés et plus.

**Tableau 6 - Modalités de réponse à l'OETH, selon la taille de l'établissement assujéti**

en %

Guadeloupe	2017				2018			
	Emploi direct		Pas d'emploi direct		Emploi direct		Pas d'emploi direct	
	Etablissements hors accord	Etablissements sous accord	Etablissements hors accord	Etablissements sous accord	Etablissements hors accord	Etablissements sous accord	Etablissements hors accord	Etablissements sous accord
20 à 49 salariés	48	4	42	6	51	5	38	7
50 à 99 salariés	65	8	27	0	51	9	40	0
100 à 199 salariés	73	9	12	6	79	8	10	3
200 à 499 salariés	71	14	14	0	86	14	0	0
500 salariés ou plus	50	50	0	0	50	50	0	0
Total	54	6	35	5	56	6	33	5

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), France hors Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon. Sources : Agefiph-Dares, DOETH, traitements Dares.

**Tableau 7 - Modalités de réponse à l'OETH, selon le secteur d'activité de l'établissement assujéti**

en %

Guadeloupe	2017				2018			
	Emploi direct		Pas d'emploi direct		Emploi direct		Pas d'emploi direct	
	Etablissements hors accord	Etablissements sous accord	Etablissements hors accord	Etablissements sous accord	Etablissements hors accord	Etablissements sous accord	Etablissements hors accord	Etablissements sous accord
Industrie	56	3	41	0	58	2	40	0
Construction	42	0	58	0	41	0	59	0
Commerce, transport	62	3	33	2	65	3	30	2
Information et communication	67	17	17	0	38	13	50	0
Activités financières, d'assurance et immobilières	43	14	21	21	43	14	29	14
Services aux entreprises	59	3	38	0	68	0	32	0
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	38	22	22	19	37	22	20	22
Autres activités *	59	6	29	6	60	13	20	7

\* Autres activités : agriculture, sylviculture et pêche, et diverses activités de service.

Champ : établissements de 20 salariés ou plus du secteur privé et public à caractère industriel et commercial (Epic), France hors Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre et Miquelon. Sources : Agefiph-Dares, DOETH, traitements Dares.

## Définitions :

### L'OBLIGATION D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS ET LES DISPOSITIONS NOUVELLES DEPUIS 2016

Les établissements assujettis à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (OETH) appartiennent au secteur privé ou sont des établissements publics à caractère industriel et commercial (Epic). Ils comptent 20 salariés ou plus et disposent du pouvoir d'embaucher et de licencier du personnel. Ils peuvent répondre à l'OETH suivant différentes modalités :

- L'emploi direct de personnes handicapées, bénéficiaires de l'OETH :
- travailleur ayant obtenu la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé ;
- victime d'accident de travail ou de maladie professionnelle ;
- titulaire d'une pension d'invalidité ;
- bénéficiaire de l'allocation aux adultes handicapés ;
- ancien militaire et assimilé ;
- sapeur-pompier volontaire victime d'accident ou de maladie imputable au service.
- L'accueil de stagiaires de la formation professionnelle (alternance), ou de stages prescrits par Pôle emploi (préparation opérationnelle à l'emploi). Depuis 2016, l'accueil de personnes handicapées dans le cadre d'une période de mise en situation en milieu professionnel est également possible.
- La signature de contrats de fournitures, de sous-traitance ou de prestation de services avec des entreprises adaptées, des centres de distribution de travail à domicile ou des établissements et services d'aide par le travail. À partir de 2016, les établissements assujettis peuvent également prendre en compte dans le calcul de leur OETH, le recours éventuel aux travailleurs indépendants handicapés.
- La signature d'un accord collectif de branche, de groupe, d'entreprise ou d'établissement agréé, prévoyant la mise en oeuvre d'un programme annuel ou pluriannuel en faveur des travailleurs handicapés. Sauf mention du contraire, dès lors que cet accord est conforme à la législation, il exonère totalement l'entreprise concernée de sa contribution.
- Le versement d'une contribution financière annuelle au fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés. L'emploi indirect correspond à l'accueil de stagiaires et à la signature de contrats de fournitures, de sous-traitance ou de prestation de services

### LE DÉCOMPTÉ DES BÉNÉFICIAIRES DE L'OETH

Selon la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008, les bénéficiaires de l'OETH employés sont décomptés en nombre « d'unités bénéficiaires » : leur recensement dépend de leur temps de travail, de leur temps de présence dans l'année et de la durée de validité de leur reconnaissance. S'agissant du temps de travail, un salarié bénéficiaire compte pour une unité et ce, quel que soit son contrat (CDI, CDD, intérim, mise à disposition), dès lors qu'il exerce au moins un mi-temps. Si le bénéficiaire travaille moins d'un mi-temps, il compte alors pour une demi-unité. Cette valeur du bénéficiaire (1 ou 0,5) est ensuite proratisée en fonction du temps de présence dans l'année et de la durée de validité de sa reconnaissance. Le nombre de travailleurs handicapés, décomptés en unités bénéficiaires, que les établissements ont l'obligation d'employer doit s'établir à 6 % de leur effectif d'assujettissement, arrondi à l'unité inférieure. L'application de cet arrondi conduit à un taux plus faible que 6 %. Ainsi, par exemple, pour une assiette d'assujettissement de 33 salariés, le calcul est le suivant :  $6\% \times 33 = 1,98$ , arrondi à une unité, soit 3 % de l'assiette. Par ailleurs, d'autres mécanismes comme l'emploi de salariés sur des emplois exigeant des conditions d'aptitude particulières (ECAP) jouent sur le seuil d'emploi exigé, en minorant le nombre de bénéficiaires manquants.

Dans cette publication, le décompte des salariés bénéficiaires retient également deux autres notions :

- Le nombre de travailleurs handicapés employés « en personnes physiques » : chaque salarié bénéficiaire compte pour une personne à partir du moment où il est recensé comme bénéficiaire au sens de la loi (la quotité de travail n'est pas prise en compte).
- Le nombre de travailleurs handicapés employés « en équivalent temps plein » : chaque salarié bénéficiaire compte au prorata de la quotité de travail, du temps de présence dans l'année et de la durée de validité de la reconnaissance. Par rapport à la mesure en « unités bénéficiaires », c'est la quotité réelle de travail qui est ici prise en compte. Ainsi par exemple, une personne exerçant à 80 % durant toute l'année comptera pour 0,8 équivalent emploi à temps plein, contre 1 en unité bénéficiaire.

### Intégration de la DOETH à la déclaration sociale nominative (DSN) au 1er janvier 2020

La loi du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » vise à encourager l'emploi des travailleurs handicapés à travers, notamment, la modification de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (articles 66 à 75). La loi prévoit également d'incorporer les éléments constitutifs de la DOETH à la déclaration sociale nominative (DSN) à compter du 1er janvier 2020 pour le secteur privé et à compter du 1er janvier 2022 pour le secteur public.

Remarque : les données présentées dans cette publication sont brutes et donc non directement comparables avec les publications nationales où les données sont redressées. Attention : En raison de faibles effectifs, les résultats pour certaines régions sont à interpréter avec prudence (notamment les croisements par secteur d'activité ou par taille d'établissement). C'est notamment le cas pour les DROM (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion) et la Corse. Données non disponibles pour Mayotte.

Pour en savoir plus : <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-daes-indicateurs-daes-resultats/article/-obligation-d-emploi-des-travailleurs-handicapes-en-2018>  
<http://guadeloupe.dieccte.gouv.fr/l-obligation-d-emploi-des-travailleurs-handicapes-en-2016>

### Direction des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi de GUADELOUPE

Direction : Rue des Archives, Bisdary – 97113 GOURBEYRE  
Téléphone : 05.90.80.50.50 Télécopie : 05.90.80.50.00  
Département emploi et compétences : 971.dec@dieccte.gouv.fr  
Service statistique : 971.statistiques@dieccte.gouv.fr  
Site internet : <http://guadeloupe.dieccte.gouv.fr/>

**Bureau de Jarry :**  
Immeuble Raphaël, ZAC Houelbourg Sud, Lot n° 13 - Z.I de Jarry, 97122 Baie-Mahault  
Téléphone : 05.90.80.50.50 Télécopie : 05.90.83.70.75

**Bureau de Saint-Martin :**  
23 rue de Spring, cité administrative, Concordia, 97150 Saint-Martin  
Téléphone : 05.90.29.09.16

**Bureau de Basse-Terre**  
30, chemin des Bougainvilliers-Guillard  
97100 Basse-Terre  
Téléphone : 05.90.80.50.50 Télécopie : 05.90.81.60.05

**Bureau des Abymes – Dothémare**  
Immeuble C2E – rue de l'Abreuvoir-Dothémare  
97139 Les Abymes  
Téléphone : 05.90.80.50.50 Télécopie : 05.90.90.28.95

Directeurs de publication : Alain FRANCES  
Réalisation Dieccte/service ESE (Charly DARMALINGON & Roman JANIK)

Date de publication : janvier 2021